MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
du Trésor

Pretoria, 22/10/2026

Ambassade de France en Afrique du Sud
Service économique régional de Prétoria

Affaire suivie par : Alix VIGATO, Jade PLANCKE
Visa : Edouard CHRETIEN

BOTSWANA

Fiche pays

Le Botswana, longtemps perçu comme une référence en Afrique en matière de stabilité macroéconomique et de bonne gestion de ses ressources naturelles, voit aujourd'hui son modèle fragilisé. Très dépendante du secteur diamantaire, qui représente historiquement 80 % des recettes d'exportation et un tiers des recettes de l'État, l'activité est structurellement exposée aux chocs externes. Ainsi, la baisse de la demande internationale et le net repli des prix internationaux du diamant sur la période récente, notamment imputable à l'émergence des diamants de synthèse, ont entraîné une contraction du PIB de 2,8 % en 2024 puis de 0,7 % en 2025. La situation devrait s'améliorer à partir de 2026, avec une croissance projetée par le FMI à 4,4 % cette année puis à 2,2 % en 2027, un niveau toutefois encore loin des niveaux enregistrés sur la période 1980-2023 (5 % en moyenne annuelle). Sur le plan socio-économique, le Botswana est confronté à un chômage élevé ainsi qu'à de très fortes inégalités. L'emploi public demeure important, tandis que les marges budgétaires limitées restreignent la capacité de l'État à soutenir l'investissement et la diversification de l'économie. La mise en œuvre effective des réformes engagées par le gouvernement, en place depuis les élections d'octobre 2024, apparaît déterminante en vue de faire évoluer la croissance économique vers un modèle plus diversifié, inclusif et durable.

1. Situation économique et politique

1.1 Situation politique

Le Botswana a connu un tournant politique majeur lors des élections générales d'octobre 2024. La coalition *Umbrella for Democratic Change* (UDC, centre-gauche) a remporté à la surprise générale la majorité absolue au Parlement (36 sièges sur 61), permettant à son chef, Duma Boko, d'accéder à la présidence. Cette alternance historique, qui a mis fin à 58 ans de règne sans partage du *Botswana Democratic Party* (BDP) dans un contexte de forte lassitude de la population à l'égard du pouvoir sortant et de dégradation des indicateurs macroéconomiques, ne reflète toutefois pas une progression nette du score électoral de la coalition (37,2 % en 2024 contre 35,9 % en 2019), mais est d'abord une conséquence du mode de scrutin (système uninominal majoritaire à un tour).

Le gouvernement a engagé une réorientation de l'action publique autour de la lutte contre la corruption, de l'amélioration de la gouvernance et de la diversification de l'économie. La mise en œuvre de ces réformes se heurte toutefois à un espace budgétaire contraint, alors que le gouvernement doit simultanément réduire sa dépendance aux recettes minières, contenir le déficit public et financer les investissements nécessaires à la diversification de l'économie. Si le Botswana affiche le 5e indice de développement humain d'Afrique subsaharienne et un haut niveau de dépenses sociales (plus de 15 % du PIB consacrés à l'éducation, la santé et la protection sociale), il reste confronté à des défis sociaux structurels d'ampleur en matière de chômage (environ 25 %, touchant particulièrement les jeunes), d'inégalités (indice de Gini de 55, le deuxième plus élevé au monde après la Namibie) et de pauvreté (62 % de la population vivant sous le seuil de 8,3 USD par jour, seuil applicable pour les PRITS). Enfin, le pays est confronté à un sentiment croissant de corruption : bien que n'étant devancé que par les Seychelles et le Cap-Vert en Afrique au classement de *Transparency International*, son rang recule progressivement (41e rang mondial en 2025, 35e en 2020, 29e en 2015).

1.2 Éléments structurels relatifs à l'économie

Doté d'un PIB de 20 Mds USD et d'une population de 2,6 M habitants en 2025, le Botswana est une petite économie. Toutefois, son PIB par habitant est le quatrième plus élevé d'Afrique (7800 USD), faisant du Botswana un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS). Le pays, qui ambitionne de devenir un pays à revenu élevé (PRE) d'ici 2036, fait néanmoins face à une économie en perte de vitesse ces dernières années. Alors que son taux de croissance annuel moyen avoisinait les 7 % durant la première moitié des années 2010, il est retombé à moins de 3 % au cours de la seconde moitié, une tendance qui s'est accentuée entre 2020 et 2025 (moyenne de seulement 1,2 % enregistré). Cette évolution s'explique essentiellement par les mutations du marché du diamant, en particulier un effondrement des prix

(division par deux entre mars 2022 et octobre 2026, *Idex Diamond Index*), imputable à des causes conjoncturelles (moindre demande mondiale pour les diamants, et en particulier chinoise) mais surtout structurelles avec la concurrence accrue des diamants de synthèse, dont les prix sont nettement inférieurs. Afin de favoriser une reprise de la demande, les autorités ont signé avec d'autres pays producteurs l'Accord de Luanda en 2025, qui prévoit de mobiliser des financements pour une campagne internationale de promotion du diamant naturel (différenciation réglementaire, traçabilité et valorisation de l'origine, etc.).

Le Botswana est le deuxième producteur mondial de diamants derrière la Russie avec près de 20 % de la production mondiale, et ceux-ci ont représenté environ un quart du PIB, et près d'un tiers des recettes fiscales et 80 % des recettes d'exportation du pays au cours de la dernière décennie. Bien que l'exploitation du diamant ait permis au Botswana d'enregistrer d'excellents résultats macroéconomiques depuis la fin des années 1970, cette industrie peu intensive en main d'œuvre a parallèlement entretenu le sous-développement des secteurs agricole (moins de 2 % du PIB) et manufacturier (moins de 6 % du PIB) et induit un secteur public hypertrophié (plus de 30 % des emplois formels, forme de contrat social botswanais).

Au-delà d'une surexposition aux chocs externes, la dépendance au diamant est une fragilité en raison du caractère limité de la ressource, avec 20 à 30 années de réserves estimées à date selon le FMI. Ainsi, les gouvernements successifs affichent comme priorité la diversification de la base productive, et ils ont multiplié les initiatives pour faire la promotion du pays auprès des investisseurs étrangers. Les différents plans stratégiques (Vision 2036, *Reset Agenda, Economic Recovery and Transformation Plan*, NDP 12, etc.) identifient les principaux freins structurels à la croissance (dépendance excessive au diamant, faible industrialisation, inadéquation des compétences) et proposent des réformes ambitieuses : (i) développement de secteurs alternatifs tournés vers l'exportation (agro-industrie, services financiers, technologies de l'information et de la communication, tourisme et industries manufacturières, cuivre) ; (ii) renforcement du capital humain, notamment *via* un investissement dans l'éducation et la formation technique, dans l'objectif de faire mieux correspondre l'offre de compétences et les besoins du marché du travail ; (iii) amélioration des infrastructures productives (énergie, transport, télécommunications) grâce à des partenariats public-privé ; et (iv) développement des investissements étrangers, notamment *via* la création de zones économiques spéciales. Malgré des avancées ponctuelles, notamment dans les énergies renouvelables, la numérisation de l'administration et des projets miniers stratégiques, la mise en œuvre reste peu avancée. Le Botswana bénéficie par ailleurs de l'un des climats des affaires les plus favorables d'Afrique : selon l'indice *Business Ready* (B-READY) de la Banque mondiale, le pays se classe au quatrième rang africain sur 15 pays évalués en 2024, derrière le Rwanda, Maurice et le Maroc.

La dépendance du pays vis-à-vis du voisin sud-africain est importante, comme en attestent le rôle de premier fournisseur de l'Afrique du Sud (environ 60 % des importations botswanaises), les transferts de la *Southern African Customs Union* (SACU) qui représentent environ un tiers des recettes publiques, l'ancrage du pula à un panier de devises composé du rand et des droits de tirage spéciaux du FMI, ainsi que l'imbrication des réseaux commerciaux et logistiques régionaux. L'Afrique du Sud constitue également un débouché majeur pour les exportations botswanaises, même si celles-ci restent principalement tournées vers les marchés internationaux pour les diamants.

2. Conjoncture et finances publiques

2.1 Conjoncture économique

L'économie botswanaise traverse une période de ralentissement marqué : le PIB s'est contracté de 2,8 % en 2024, puis de 0,7 % en 2025, principalement sous l'effet des difficultés rencontrées par le secteur minier, dont l'activité a reculé de 24 % en 2024 puis de 14 % en 2025. La situation s'améliorerait en 2026 : le FMI anticipe une croissance de 4,4 % en 2026 puis 2,2 % en 2027, portée en premier lieu par le redressement du secteur diamantaire, dans un contexte de lente reprise de la demande mondiale. L'entreprise Debswana, qui contrôle l'exploitation de diamants au Botswana, prévoit ainsi d'augmenter sa production à 18 millions de carats en 2026, contre 15 millions en 2025 (+20 %). La croissance devrait également bénéficier du dynamisme du commerce (12 % du PIB), soutenu par l'*e-commerce*, du tourisme autour du delta de l'Okavango (12 % du PIB avec les impacts indirects) et de la construction (11 % du PIB) qui pourrait profiter de la relance des investissements en infrastructures. Le secteur financier poursuit parallèlement sa modernisation avec la *National Fintech Strategy* 2025-2030 et le *National Retail Payments Switch*. L'agriculture (seulement 2 % du PIB) reste contrainte par les sécheresses et la rareté de l'eau, ce alors qu'un super El Niño est attendu fin 2026.

Sur le plan externe, les projections du FMI sont alarmantes. Alors que le compte courant est largement tributaire des performances du secteur minier (90 % des exportations de biens), ses déboires ont conduit à l'accumulation de déficits, d'où une orientation à la baisse des réserves de change. Si celles-ci demeurent confortables, à environ 4 mois d'importations en 2026, elles atteignaient 7 mois en 2023 et pourraient être totalement épuisées à l'horizon 2030 selon le FMI. De même, la position extérieure nette, historiquement largement excédentaire, se détériore rapidement mais demeure encore positive (17 % du PIB fin 2025).

L'inflation moyenne s'est établie à 2,8 % en 2024 et en 2025, avant de fortement accélérer en 2026 : elle dépasse la fourchette cible de la Banque du Botswana (BoB, 3-6 %) depuis avril et a atteint 7,8 % en glissement annuel en septembre. Elle atteindrait 7,2 % en moyenne sur l'année selon le FMI. Cette accélération reflète principalement la transmission aux prix domestiques de la hausse des prix internationaux de l'énergie et des matières premières, dans un contexte de perturbations des chaînes d'approvisionnement, ainsi que la dépréciation contrôlée du pula de 2,8 % par an en 2025 et 2026 face au panier de devises de la BoB, destinée à préserver la compétitivité des exportations, mais ayant renchéri les importations. Face à ces tensions, la Banque du Botswana a relevé son taux directeur à 5,5 % en avril 2026 (+200 points de base, après une hausse de 160 points de base en octobre 2025). Les indicateurs de stabilité du secteur financier sont globalement solides et résilients sur longue période, avec en particulier un CAR à 20 % (seuil réglementaire de 12 %) et des prêts non performants de 3,3 % fin 2025 (seuil réglementaire à 5 %, pic à 5,4 % fin 2018). La qualité de la supervision est satisfaisante, et de sérieux efforts visant à renforcer l'autonomie de la Banque centrale et se conformer aux exigences internationales en termes de lutte contre le blanchiment de capitaux ont récemment été menés (sortie de la liste grise du GAFI en octobre 2021).

2.2 Situation des finances publiques

Après avoir affiché un solde budgétaire à l'équilibre lors de l'année fiscale 2022/23 (qui s'étale d'avril à mars) grâce à une stratégie d'assainissement des finances publiques engagée à l'issue de la crise sanitaire, le Botswana a renoué avec les déficits en 2023/24 (4,2 % du PIB), 2024/25 (7,2 % du PIB) et 2025/26 (6,1 % du PIB). Les résultats enregistrés pour cette dernière année sont toutefois plus positifs que prévu (prévision initiale du gouvernement de 7,6 % du PIB) en raison d'une moindre exécution des dépenses (-12 % pour les dépenses d'investissement en particulier). Les recettes sont quant à elles demeurées stables car la chute des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) a été contrebalancée par un redressement des recettes minières, qui ont plus que doublé grâce à un début de reprise des ventes de diamants.

Le gouvernement prévoit un creusement du déficit sur l'exercice 2026/27 à 8,9 % du PIB (6,9 % selon le FMI). Les recettes rapportées au PIB progresseraient marginalement (à environ 25 % du PIB) à la faveur notamment de la légère hausse des transferts douaniers de la SACU (+7,2 %, plus d'un tiers des recettes) et des recettes minières (+1,2 %, 16 % du total). En parallèle, les dépenses progresseraient d'environ 2 points de PIB (à 35 %) du fait principalement d'une hausse des dépenses courantes, qui représentent environ 80 % des dépenses totales (contre 20 % pour les dépenses d'investissement). Une potentielle montée du Botswana dans le capital de l'entreprise De Beers, qui exploite les diamants botswanais *via* Debswana (*joint-venture* avec le gouvernement) constituerait une dépense additionnelle non prévue. La participation du Botswana, aujourd'hui de 15 %, pourrait en effet monter à au moins 25 % (l'acquisition de 10 % du capital représenterait environ 120 M USD soit 0,5 % du PIB). La rigidité des dépenses, et en particulier une masse salariale publique qui capte plus de la moitié des recettes, contraint plus globalement la capacité du gouvernement à soutenir la diversification de l'économie tandis que la forte dépendance aux recettes diamantifères et la volatilité des transferts de la SACU exposent les recettes à d'importants risques exogènes.

Afin de financer ses déficits sans recourir davantage à l'endettement, le gouvernement a largement puisé ces dernières années dans les réserves de l'État correspondant aux excédents accumulés, notamment administrées *via* le *Pula Fund* (reliquat de moins de 5 % du PIB, contre 50 % en 2007). Cette stratégie, qui s'est traduite par une forte baisse des réserves de change n'est désormais plus soutenable. Par conséquent, la dette publique, qui ne représentait que 20 % du PIB en 2022, aurait atteint 34 % du PIB fin 2025 selon le FMI et dépasserait le seuil légal de 40 % en 2026. Dans ce contexte, les agences de notation ont abaissé la note souveraine du Botswana : de A3 à Baa2 pour Moody's et de BBB à BBB- assortie d'une perspective négative pour S&P (soit seulement un cran avant la perte du statut *Investment Grade*). Le souverain botswanais continue toutefois de présenter le meilleur *rating* du continent africain. Si la dette botswanaise reste majoritairement domestique (60 % du total), plusieurs emprunts externes ont été souscrits ces dernières années, en particulier vis-à-vis de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement (BAfD) et de l'OPEP.

Sur recommandation du FMI, le gouvernement envisage désormais la mise en place d'un fonds souverain distinct du *Pula Fund*, dont la fonction principale serait la gestion des réserves et l'absorption des chocs externes. Le *Botswana Sovereign Wealth Fund* (BSWF), actuellement en phase de mise en place, doit permettre de préserver la richesse nationale pour les générations futures et de contribuer au financement durable des infrastructures. Son mandat d'investissement et ses modalités de capitalisation restent toutefois à préciser, notamment à travers l'adoption du projet de loi sur le fonds souverain et la définition de son *Investment Policy Statement*.

3. Relations avec la communauté financière internationale

Le Botswana est classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Avant la pandémie de Covid-19, les autorités privilégiaient largement l'endettement domestique, mais la crise a fait évoluer cette position afin de répondre à des besoins de financement en forte hausse et d'éviter d'assécher complètement le *Pula Fund*. En 2021, le Botswana a ainsi bénéficié d'un prêt budgétaire de la Banque mondiale de 250 M USD, premier financement de

ce type en faveur du pays. Ce prêt a été complété par un prêt budgétaire de 150 M USD, octroyé en juin 2023. La Banque mondiale dispose de plusieurs opérations actives dans le pays, notamment dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, de la santé et de l'éducation. Parmi les financements récents figurent le projet *Botswana Health Emergency Preparedness, Response and Resilience* (40 M USD de prêt et 3 M USD de don), approuvé en janvier 2026, ainsi que le projet *Promoting Participation and Enhancing Learning* (104 M USD), approuvé en juillet 2026. La Banque mondiale finance également le projet *Renewable Energy Support and Access Accelerator* (88 M USD), approuvé en juillet 2024, et le *Water Security and Efficiency Project* (145 M USD). Plus largement, le Groupe Banque mondiale est présent dans le pays via la MIGA (Agence multilatérale de garantie des investissements) et la SFI (Société financière internationale). En parallèle, la BAfD a accordé trois prêts de politique publique au Botswana : 137 M USD en septembre 2021, 180 M USD en novembre 2022 et 304 M USD en mai 2025, afin de soutenir la stabilité économique du pays et d'accompagner les réformes engagées. En 2025, le Fonds de l'OPEP a également accordé un prêt de 200 M USD pour soutenir la soutenabilité et la transparence des finances publiques, renforcer la gouvernance et favoriser la résilience économique et la croissance tirée par le secteur privé, avant un second prêt de 170 M USD approuvé en mars 2026 au titre du même programme.

Si les autorités affichent toujours publiquement une réticence à recourir à l'endettement externe (annonçant privilégier des financements domestiques, notamment *via* le rapatriement des actifs des fonds de pension nationaux), elles sont en réalité en contact avec de nombreux bailleurs internationaux, à qui elles ont d'ores et déjà formulé des demandes de financement (nombreuses et peu préparées).

Le Botswana n'est pas endetté auprès du FMI et, malgré la dégradation de la situation macroéconomique, les autorités répètent leur volonté de ne pas souscrire de programme FMI.

4. Aide publique au développement de la France

Entre 2020 et 2024 (dernières données disponibles), le Botswana a reçu en moyenne 92 M USD de versements bruts d'aide publique au développement (APD) par an de bailleurs bilatéraux. L'essentiel de cette somme provenait des États-Unis et du Japon. La contribution de la France à l'APD bilatérale en faveur du Botswana est très faible (1,2 M USD en moyenne). La présence de l'AFD reste modeste, avec principalement deux projets régionaux dans le domaine de la biodiversité. Proparco est également actif dans le pays, depuis 2020 (ligne de crédit de 10 M USD en faveur de la banque locale ABC, pour soutenir le financement des PME dans le cadre de l'initiative *Choose Africa*). Il a octroyé, en novembre 2024, un prêt de 15 M EUR à l'institution de microfinance Letshego Botswana afin de faciliter l'accès aux produits financiers pour ses clients et de répondre aux besoins des populations défavorisées du pays. Depuis cette opération, aucun nouveau financement majeur du Groupe AFD au Botswana n'a été annoncé mais Proparco étudie activement plusieurs opportunités, notamment au niveau solaire et batterie ainsi que dans le numérique et le secteur de l'eau.

5. Relations économiques avec la France

5.1 Echanges commerciaux avec la France

La relation commerciale entre la France et le Botswana est marginale (193e client et 131e fournisseur au niveau mondial), avec des flux limités, volatils et dépendants d'un nombre restreint de produits. Les échanges ont atteint 40 M EUR en 2025, en baisse par rapport à 2024 (55 M EUR) et à la moyenne des dix dernières années (52 M EUR).

Les exportations françaises (16 M EUR par an, en moyenne 2021-2025) se composent principalement de pièces aéronautiques, de matériels électroniques et de produits de la chimie (pharmacie, composés organiques, plastiques, etc.) et. Les importations (24 M EUR par an, en moyenne 2021-2025) se limitent essentiellement à de la joaillerie. La balance commerciale est constamment déficitaire pour la France depuis 2022 (-30 M EUR en 2025).

5.2 IDE et présence française

Modeste, le stock d'investissements directs étrangers (IDE) français au Botswana tend à diminuer ces dernières années. Il s'est établi à 24 M EUR en 2025, après un pic à 91 M EUR en 2022.

Une quinzaine de filiales d'entreprises françaises est installée au Botswana, représentant près d'un millier d'emplois. Le secteur des services est largement représenté : ICT (Orange, Dassault Systèmes, Idemia), audit et conseil (Mazars), énergie (TotalEnergies, Air Liquide, Akuo), eau et assainissement (Veolia) ou encore logistique (AGS, CMA CGM). L'industrie est représentée par Saint-Gobain (matériaux de construction) et Parmalat/Lactalis (agroalimentaire), qui disposent toutes deux d'unités de production dans le pays. En juillet 2026, CFAO Healthcare, filiale française de Toyota Tsusho, a acquis le distributeur de médicaments botswanais Medswana, renforçant ainsi sa présence en Afrique australe.

5.3 Politique d'assurance-crédit

Le pays est ouvert à l'assurance-crédit sans restriction. Il est également ouvert aux prêts directs du Trésor et au Fonds d'étude et d'aide au secteur privé (FASEP).